



Mardi 6 mars 1951, à 19 h. 30

SOMMAIRE

Page

Situation économique mondiale (E/1907, E/1910, E/1910/Add.1 et 2, E/1912, E/1912/Add.1 à 3 et E/C.2/280) [suite] 185

Président: M. Hernán SANTA CRUZ (Chili).

Présents: Les représentants des pays suivants:

Belgique, Canada, Chili, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Iran, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes:

Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé.

Situation économique mondiale (E/1907, E/1910, E/1910/Add.1 et 2, E/1912, E/1912/Add.1 à 3, E/C.2/280 et E/C.2/280/Add.1) [suite]

[Point 3 de l'ordre du jour]

1. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que, comme le Conseil a pu s'en rendre compte, l'exposé du représentant des Etats-Unis (457^{ème} séance) était agressif et empreint de vantardise. Cet exposé contenait un grand nombre d'arguments et de calomnies contre l'URSS et les démocraties populaires; par contre, il ne disait rien des questions dont le Conseil devrait se charger aux termes de l'Article 55 de la Charte. Or, c'est précisément de la mise en œuvre de cet article par les Membres de l'Organisation des Nations Unies que le Conseil doit s'occuper lorsqu'il étudie la situation économique mondiale.

2. Malheureusement, la déclaration du représentant des Etats-Unis a été d'un caractère entièrement différent; elle ne se distingue en rien des déclarations des chefs militaires des Etats-Unis qui réclament la mobilisation et la préparation à la guerre. Déformant et falsifiant les faits, le représentant des Etats-Unis a parlé de l'agression ou de la menace d'agression en Corée, à Berlin, en Grèce, en Turquie et ailleurs. Par ses attaques grandiloquentes et calomnieuses au sujet de l'"agression communiste", il s'est efforcé de détourner l'attention du Conseil des tâches essentielles qui lui incombent dans le domaine de la collaboration écono-

mique sur le plan international, et d'induire en erreur l'opinion publique.

3. Ainsi, en ce qui concerne les perspectives du commerce international, le représentant des Etats-Unis a déclaré sans détours que son pays poursuivrait, en matière d'échanges avec l'étranger, sa politique de discrimination contre certains pays qu'il qualifie d'agresseurs ou d'agresseurs éventuels.

4. Pour des motifs qu'il est aisé de comprendre, les représentants du Royaume-Uni et de la France ont abondé dans le sens de leur collègue des Etats-Unis. Ces représentants ont grossièrement pris à partie la République démocratique populaire de Corée et la République populaire de Chine, contre lesquelles ils ont continué de porter leurs accusations calomnieuses d'agression. Or, il est manifeste que le peuple coréen livre une guerre de libération en vue de réaliser son indépendance nationale et qu'il ne se mêle nullement des affaires d'autres Etats. Il est manifeste aussi que la République populaire de Chine défend ses intérêts nationaux légitimes, pour faire valoir ses droits sur l'île chinoise de Taïwan et pour défendre ses frontières contre les forces anglo-américaines qui ont envahi la Corée et qui menacent les frontières de la Chine.

5. Or, les agresseurs ne sont ni la Chine ni la Corée, qui défendent leurs intérêts nationaux et leur territoire national. Les agresseurs sont les Etats-Unis et le Royaume-Uni, qui ont envoyé leurs troupes en Corée à plusieurs milliers de kilomètres de leurs propres frontières, en Corée où, depuis plusieurs mois déjà, ces forces détruisent les villes et les villages et massacrent la population.

6. Le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique populaire de Corée a publié un recueil de documents dans lesquels il démasque les préparatifs et l'organisation de l'agression américaine en Corée. D'après ces documents, il est évident que la décision d'attaquer la Corée du Nord avait été prise dès 1949 et qu'elle avait été préparée aux mois de juillet et d'août de la même année. Ces documents révèlent que, au mois de mai 1949, M. Muccio, Ambassadeur des Etats-Unis en Corée, avait annoncé à celui qui était

alors Ministre des affaires étrangères du gouvernement fantoche de Syngman Rhee et au Ministre de la défense nationale de ce prétendu gouvernement qu'ils pouvaient compter sur l'appui des Etats-Unis, que le problème ne pouvait être résolu que par la force des Etats-Unis et que les Etats-Unis espéraient que le gouvernement de Syngman Rhee serait bientôt prêt à attaquer la Corée du Nord.

7. La délégation de l'URSS, à la cinquième session de l'Assemblée générale et pendant la reprise de la onzième session du Conseil économique et social, a démontré, à l'aide d'une documentation abondante étayée par des faits, que la guerre de Corée avait été déclenchée par les Etats-Unis et le gouvernement fantoche de Syngman Rhee.

8. Les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France se sont plaints du grand nombre de divisions qui auraient été formées en URSS. En réponse à cette allégation, M. Tchernychev se réfère aux réponses que le généralissime Staline a faites au correspondant de la *Pravda* à propos de la déclaration de M. Attlee, qui se plaignait d'une prétendue augmentation de l'effectif en URSS. Le généralissime Staline a précisé qu'il considérait la déclaration de M. Attlee comme une calomnie dirigée contre l'Union soviétique. La démobilisation à laquelle l'URSS a procédé après la guerre s'est effectuée en trois étapes, dont les deux premières ont eu lieu en 1945 et la troisième en 1946. La démobilisation des classes les plus âgées a commencé en 1946-1947 et a pris fin en 1948. M. Attlee doit savoir qu'aucun Etat ne peut entreprendre de vastes travaux hydro-électriques, faire baisser les prix, et d'une manière générale reconstituer et développer son économie sur le pied de paix, tout en dépensant des sommes considérables pour l'industrie de guerre. Une telle politique ne peut que conduire à la faillite. M. Attlee doit savoir par sa propre expérience que l'augmentation des armements et la course aux armements mènent à l'augmentation des impôts et à la diminution de la consommation civile.

9. On a expliqué au Conseil que la militarisation de l'économie des Etats-Unis, du Royaume-Uni et d'un certain nombre d'autres pays constituait une réplique à l'augmentation de l'effectif des forces armées qui se serait produite en URSS. Il est tout à fait évident que ces explications sont dénuées de fondement. Les représentants des pays précités sont obligés d'inventer des contes de fées pour justifier le passage de leur économie nationale du pied de paix au pied de guerre, pour justifier la course aux armements et les préparatifs en vue d'une nouvelle guerre.

10. Ainsi qu'il a déjà été démontré, le Gouvernement de l'URSS a procédé à la démobilisation de ses forces armées; il a libéré trente-trois classes. Aucun pays n'a besoin, plus que l'URSS, d'une démobilisation aussi étendue; en effet, si les millions de soldats démobilisés n'étaient pas retournés dans les campagnes et dans les usines, l'Union soviétique n'aurait pas été en mesure de réaliser à ce point, après la guerre, le progrès économique et de rétablir si rapidement son économie détruite par les occupants allemands.

11. En même temps, il convient de faire observer que les forces armées des Etats-Unis, du Royaume-Uni et

de la France ont actuellement plusieurs fois les effectifs dont ces pays disposaient avant la deuxième guerre mondiale et que, à l'heure actuelle, ces effectifs représentent plus du double des forces armées de l'URSS. Cela étant, tout ce qui a été dit au Conseil au sujet des importantes forces armées qui existeraient en URSS, ne constitue qu'une grossière calomnie, qui a pour objet d'induire en erreur l'opinion mondiale et de justifier la course aux armements qui se poursuit aux Etats-Unis, dans le Royaume-Uni et en France. Si ces derniers Etats ont besoin d'une force armée d'une importance double de celle de l'URSS, ce n'est pas aux fins de défense, mais aux fins d'agression et en vue du déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale.

12. Les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de certains autres pays qui ne partagent pas l'opinion de la délégation de l'URSS au sujet des effets désastreux de ce que l'on nomme plan Marshall sur les économies des pays "marshallisés", ont attribué à ce plan de nobles desseins. La délégation de l'Union soviétique s'est élevée contre le plan Marshall, non pas parce qu'il promettait une aide financière à certains pays, mais parce que, en vertu de ce plan, une aide financière est accordée à certains pays à la condition que ceux-ci renoncent à leur indépendance économique et à leur souveraineté nationale. En outre, les Etats-Unis se sont servis du plan Marshall pour désorganiser les échanges internationaux normaux par des moyens illégaux et pour imposer un système de mesures discriminatoires envers certains Etats tels que l'URSS et les démocraties populaires, qui sont résolus à défendre leurs intérêts économiques légitimes et qui ont repoussé toute tentative d'immixtion dans leurs affaires intérieures.

13. M. Tchernychev tient à citer encore d'autres faits qui confirment la justesse de l'opinion de l'URSS au sujet du plan Marshall, opinion qui s'exprimait dans la première déclaration que la délégation de l'URSS a faite à ce sujet (452ème séance).

14. Le rapport du Comité mixte du Congrès chargé de la coopération économique avec les Etats étrangers (*Joint Congressional Committee on Foreign Economic Co-operation*) a reconnu que les peuples de l'Europe souffraient toujours de la misère causée par la guerre et que les résultats des deux années d'activité de l'Administration du plan Marshall étaient décevants. M. Tchernychev cite le document No. 142 du Sénat, en date du 3 mars 1950.

15. Henry Hazlitt, rédacteur de *News Week* et auteur de divers articles relatifs à des questions économiques, a déclaré au Comité des affaires étrangères de la Chambre des représentants qu'à son avis le programme d'aide aux Etats étrangers institué par le Gouvernement des Etats-Unis avait un effet exactement contraire à celui qu'avaient escompté les défenseurs de ce programme. Au lieu d'accélérer l'allure de la reprise économique, il la ralentissait; au lieu de favoriser la liberté économique, il l'entravait¹.

16. Un article du sénateur McCarran, publié dans le *Saturday Evening Post* du 8 avril 1950, déclare que le

¹ Voir *Congressional Record*, 25 avril 1950, page 5793.

plan Marshall est une monstruosité qui a retardé l'évolution de l'Europe de deux ans².

17. Un correspondant du *New York Times* a déclaré dans le journal danois *Politiken* du 26 août 1950 qu'après deux années pendant lesquelles le Danemark avait bénéficié de l'aide du plan Marshall, ce pays n'était toujours pas en mesure de subsister par ses propres moyens et que personne ne pouvait prédire si, au cas où il poursuivrait son développement économique dans les conditions actuelles, le Danemark y parviendrait jamais.

18. Dans le Royaume-Uni, l'industrie du coton, qui présente une importance vitale, se trouve dans une situation défavorable. En ce qui concerne les textiles, la production mensuelle moyenne dans le Royaume-Uni représentait, en 1949, à peine 55 pour 100 du niveau de 1937; la moyenne de la production de 1950 était restée, en moyenne, au niveau de 1949.

19. L'industrie charbonnière du Royaume-Uni n'a pas encore atteint son niveau d'avant-guerre. En octobre 1950, la production d'antracite du Royaume-Uni était de 13 pour 100 environ inférieure au niveau d'avant-guerre et d'un pour 100 inférieure au niveau d'octobre 1949.

20. Le 27 juillet 1950, le *Wall Street Journal* a déclaré sans ambages que le plan Marshall devenait un moyen de préparer la guerre. On peut en trouver d'autres preuves dans la Loi budgétaire des Etats-Unis pour 1951, qui prévoit que l'aide accordée en vertu du plan Marshall sera refusée aux bénéficiaires du plan qui ne fourniront pas d'hommes, de matériel ou de services pour appuyer l'intervention des Etats-Unis en Corée.

21. De nombreuses déclarations qui soulignent l'aspect militaire du plan Marshall ont paru dans des publications des Etats-Unis, parmi lesquelles le *US News and World Report*. Il est évident qu'on se sert du plan Marshall pour préparer une troisième guerre mondiale. En octobre 1950, un article de fond publié dans le *Times* de Londres déclarait qu'à l'avenir l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) aurait à assumer de nouveaux engagements à la suite de la conclusion du Traité de l'Atlantique Nord, notamment en ce qui concerne la répartition des missions de défense nationale, les dépenses au titre de la défense et l'allocation des matières premières stratégiques rares.

22. La nouvelle devise du plan Marshall est: "Des canons et du pain". Ce sont les canons qui ont la priorité; en effet, les fonctionnaires du Gouvernement des Etats-Unis estiment que l'objet principal du plan Marshall est de soutenir l'industrie européenne en vue du réarmement, de manière à renforcer la défense de l'Occident. Ces faits prouvent que l'URSS ne s'était pas trompée en interprétant les plans des Etats-Unis.

23. Le représentant des Etats-Unis a tenté de réfuter les affirmations de la délégation de l'URSS relatives à la baisse du niveau de vie des ouvriers aux Etats-Unis et au nouvel appauvrissement qui résultera pour eux de la course aux armements que poursuivent les Etats-Unis et des préparatifs en vue d'une nouvelle guerre; ce représentant a déclaré que les renseignements donnés

par l'Union soviétique étaient périmés. Toutefois, les faits que M. Tchernychev a cités étaient empruntés à des statistiques publiées en 1950. Si le représentant des Etats-Unis désire de nouvelles preuves, M. Tchernychev lui rappellera la déclaration bien connue de Mme Roosevelt selon laquelle, aux Etats-Unis, une personne sur sept souffre de la faim.

24. Le *New York Post* a signalé que les ménagères se plaignaient du fait qu'elles ne peuvent plus se permettre d'acheter suffisamment d'œufs, de lait et de pain pour leur famille et qu'elles sont forcées de mettre en gage ce qu'elles possèdent pour pouvoir subsister. Ces faits montrent quelle est la situation des ouvriers aux Etats-Unis pendant que les profits réalisés par les monopoles de ce pays atteignent un niveau sans précédent.

25. Le Département du travail des Etats-Unis a constaté que, dans bien des cas, les ouvriers étaient exploités par des employeurs qui ne leur payaient pas le salaire minimum fixé par la loi. Des ouvriers mexicains, amenés pour faire échouer les grèves, ont reçu des salaires incroyablement bas. On pourrait citer beaucoup d'autres faits pour dépeindre la situation misérable dans laquelle vivent les ouvriers aux Etats-Unis.

26. Dans sa déclaration, le représentant des Etats-Unis s'est efforcé de montrer que la production de ce pays augmentait plus rapidement que celle des autres pays du monde.

27. Pour donner un aperçu plus objectif du taux d'accroissement de la production industrielle de l'URSS, d'une part, et des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France, d'autre part, le représentant de l'URSS tient à citer quelques chiffres. L'indice 100 correspond à l'année 1929. En 1937, l'indice de la production industrielle de l'URSS était 428,9; en 1938, 478,5; en 1946, 466,4; en 1947, 570,8; en 1948, 720,9; en 1949, 862. Par contre, aux Etats-Unis, l'indice de la production était, en 1937, 102,7; en 1938, 80,9; en 1946, 154,5; en 1947, 170; en 1948, 174,5 et en 1949, 159,5. Dans le Royaume-Uni, l'indice de la production industrielle en 1937 était 123,7; en 1938, 115,5; en 1946, 111,2; en 1947, 121,1; en 1948, 135; en 1949, 142. En France, l'indice de la production industrielle, en 1937, n'était que 81,7; en 1938, 76,1; en 1946, 69; en 1947, 75; en 1948, 82,3; en 1949, 90,3.

28. Ces chiffres indiquent que, malgré les effets favorables de la guerre sur le développement de l'économie des Etats-Unis, le niveau de la production de ce pays n'a augmenté que de 59 pour 100 en vingt ans, c'est-à-dire en moyenne de 2 pour 100 par an, alors que, pendant la même période de vingt ans, la moyenne de l'augmentation annuelle en URSS, pendant la mise en œuvre des plans quinquennaux du généralissime Staline, a été de 20 pour 100. Ainsi, l'effet des lois économiques du développement industriel montre que le taux du développement économique de la société socialiste est dix fois plus élevé et plus rapide que celui du plus puissant Etat capitaliste.

29. Les chiffres que M. Tchernychev vient de citer montrent clairement que, dans le Royaume-Uni, entre 1929 et 1949, le niveau de la production industrielle ne s'est élevé que de 42 pour 100, ce qui correspond à une

² *Ibid.*, 24 avril 1950, pages 5638 à 5641.

augmentation annuelle de 1,8 pour 100. Si l'on avait étudié la période de 1913 à 1949, le taux d'augmentation aurait été de 0,9 pour 100, soit moins de un pour 100.

30. En outre, ces chiffres montrent que la France, qui a relativement peu souffert de la guerre, est tout à fait incapable de retrouver le niveau qu'elle avait atteint vingt ans auparavant.

31. Les peuples de l'Union soviétique sont occupés à des travaux constructifs et pacifiques. En 1950, continuant à développer l'économie sur le pied de paix, l'URSS a obtenu de nouveaux résultats remarquables en ce qui concerne le rythme de l'augmentation de la production industrielle.

32. Les peuples de l'Union soviétique défendent résolument la cause de la paix. Exprimant leur volonté, le Soviet suprême de l'URSS a, en juin 1950, donné son appui à l'appel de Stockholm lancé par le Comité permanent du Congrès mondial de la paix. Cet appel a été signé par plus de 115 millions de citoyens de l'Union soviétique — la totalité de la population adulte de l'URSS — qui ont affirmé par là qu'ils désiraient la paix et combattraient pour l'assurer de façon durable.

33. M. Tchernychev tient une fois de plus à souligner le fait que l'URSS préconise le développement des relations commerciales et économiques entre tous les pays, quel que soit leur système social et économique. Aux termes de la Charte, le Conseil économique et social doit prendre des mesures efficaces en vue de développer la collaboration économique dans le monde, de manière à relever les niveaux de vie et à renforcer la paix et la sécurité.

34. Pour terminer, M. Tchernychev voudrait répondre brièvement à certaines questions soulevées par les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

35. Le représentant des Etats-Unis a mis en doute les chiffres cités par l'URSS en ce qui concerne le chômage aux Etats-Unis. Pourtant, tous les chiffres qu'a donnés la délégation de l'Union soviétique viennent de sources des Etats-Unis.

36. Le représentant du Royaume-Uni n'a pu réfuter aucun des faits ou des chiffres que la délégation de l'URSS a cités à l'appui de sa thèse; il s'est uniquement efforcé de faire intervenir des éléments étrangers au débat. Son allusion à la Mandchourie était entièrement hors de propos. Si le représentant du Royaume-Uni veut provoquer un débat sur cette question, on peut facilement lui opposer la longue exploitation des territoires coloniaux par le Royaume-Uni. Ainsi, des sources dignes de foi ont réuni des renseignements indiquant que les bénéfices annuels que le Royaume-Uni tirait des Indes s'élevaient à 750 milliards de livres pour des investissements de 5 milliards de livres. Par suite de cette exploitation, l'économie de l'Inde se trouve à un niveau extrêmement bas; l'Inde aura besoin d'une aide importante pour développer ses ressources et son potentiel industriel.

37. M. KATZ-SUCHY (Pologne) tient à répondre aux paroles du représentant de la France au sujet des conséquences pour la France de l'économie de guerre. Le représentant de la France lui-même a précisé que

l'économie de guerre et les dépenses de guerre avaient un effet défavorable sur les services sociaux et le niveau de vie en France (457^{ème} séance). M. Katz-Suchy cite des chiffres pour le prouver. L'enseignement n'intervient que pour 6,6 pour 100 dans le budget de 1951, contre 7,1 pour 100 en 1950; d'autre part, 1,2 pour 100 seulement est consacré à la santé publique en 1951, contre 1,4 en 1950.

38. En ce qui concerne la partie du rapport consacrée à l'Afrique (E/1910/Add.1), les représentants de la France, de la Belgique et du Royaume-Uni se sont employés à broser un tableau impressionnant de ce que les Puissances métropolitaines ont accompli pour leurs colonies. Ils ont voulu prouver que le système colonial avait eu d'énormes avantages pour les colonies. Il est indéniable que les Puissances métropolitaines investissent des capitaux dans leurs colonies. Ce n'est qu'au début de la période de colonisation que les colonies ont servi uniquement de débouchés pour les produits finis. A l'heure actuelle, elles servent encore de débouchés mais elles sont aussi une source de matières premières et de main-d'œuvre peu coûteuse. Elles fournissent aux Puissances coloniales des bénéfices faciles, mais ces bénéfices ne servent nullement à la population des colonies. Les produits des colonies sont vendus sur les marchés étrangers et les bénéfices provenant de ces ventes sont également dirigés vers l'étranger. Par conséquent, quel que soit le montant des capitaux investis dans les colonies, ces capitaux ne contribuent ni à la création d'un marché intérieur ni au relèvement du niveau de vie de la population.

39. Dans les colonies belges, par exemple, le taux des bénéfices est si élevé que les investissements sont remboursés en un temps extrêmement court. Une société minière belge en Afrique a accusé en 1949 des bénéfices nets s'élevant à 847 millions de francs belges, contre 330 millions en 1944: en d'autres termes, les bénéfices ont été multipliés par deux et demi en cinq ans. La société Unilever a réalisé, en 1949, un bénéfice de 19.580.000 livres contre 10.458.000 en 1948. On peut citer d'autres chiffres qui montrent que les bénéfices sont en général de l'ordre de 17 à 20 pour 100. Ils ne sont pas dépensés dans les pays où ils sont réalisés, et, par conséquent, on ne peut considérer qu'ils constituent un moyen de développer les colonies, puisque la population des colonies n'en retire aucun avantage direct.

40. Les moyens de transport que les Puissances métropolitaines ont installés dans les colonies répondaient à des besoins militaires plutôt qu'économiques, ou étaient destinés à faciliter l'accès aux ports des sociétés d'exportation. A cet égard, M. Katz-Suchy évoque le sort des travailleurs migrants en Afrique, qui sont forcés de parcourir à pied de longues distances. La partie du rapport consacrée à l'Afrique ne décrit pas suffisamment cette situation et ne parle pas du principal problème: le relèvement du niveau de vie de la population. M. Katz-Suchy espère que le prochain rapport qui sera soumis sera établi sur une base plus large et tiendra compte de faits de cet ordre.

41. Le représentant des Etats-Unis a accusé plusieurs délégations, notamment celle de la Pologne, de citer des chiffres inexacts. Pourtant, la délégation polonaise a

presque toujours cité des chiffres provenant de sources officielles, telles que le rapport économique adressé au Congrès par le Président Truman.

42. Le représentant des Etats-Unis a tenté de dépeindre les Etats-Unis comme un véritable paradis, malgré l'économie de guerre établie dans le pays. Il est surprenant qu'une telle déclaration ait été faite par un économiste devant un organe qui est censé être bien informé des questions économiques. Les Etats-Unis ont consacré 45 milliards de dollars aux dépenses militaires; mais, à en croire le représentant des Etats-Unis, ce fait n'a exercé aucune influence sur l'économie civile américaine. Il est vrai qu'en 1949-1950, il y a eu une légère crise, que 4 millions de personnes sont en chômage et que le montant des investissements a subi une baisse soudaine; mais, d'après le représentant des Etats-Unis, cela n'est pas dû aux dépenses afférentes aux armements, c'est le signe d'une économie saine et dynamique. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que la production des appareils de télévision, des réfrigérateurs et d'autres produits analogues avait augmenté de 20 pour 100; mais il n'a pas donné la proportion de ces articles par rapport à la production totale. Si un pays passe à l'économie de guerre, il est naturellement forcé de limiter sa production de biens destinés à la consommation civile, et nul ne peut imaginer que le Conseil soit naïf au point d'accepter la déclaration du représentant des Etats-Unis, à savoir que le passage à l'économie de guerre n'a pas eu d'influence sur la production des biens destinés à la consommation civile. Il en est de même en ce qui concerne le niveau de vie du pays. Le représentant des Etats-Unis ne pouvait pas nier, et n'a d'ailleurs pas nié, que le coût de la vie a augmenté dans son pays. En affectant du coefficient 100 l'indice du coût de la vie en 1935-1939, le rapport du *Federal Reserve Board* indique qu'en 1941 cet indice était de 105 et, en 1950, de 178. On sait que les prix ont augmenté et le *Wall Street Journal* du 3 mars écrit que le coût de la vie a atteint un nouveau record en janvier 1951. En même temps que les prix augmentaient, le pouvoir d'achat du dollar a diminué. En 1939, le pouvoir d'achat du dollar était de 1,006 contre 0,575 en septembre 1950. Cela étant, M. Katz-Suchy se demande comment le représentant des Etats-Unis peut expliquer que le niveau de vie est resté le même.

43. L'étude du dernier exposé du Gouvernement des Etats-Unis et des propositions du 5 février montre que ces propositions sont très défavorables aux groupes dont les revenus sont les moins élevés. Les impôts sur les sociétés sont restés en gros au même niveau; mais les impôts grevant les revenus les moins élevés ont augmenté d'environ 20 pour 100. Bien qu'il ne soit pas possible de nier ces faits, le représentant des Etats-Unis a prétendu que les conclusions de la délégation polonaise étaient erronées et reposaient sur des chiffres faux.

44. Le représentant des Etats-Unis a également essayé de dire au Conseil que les bénéfices n'avaient pas augmenté aux Etats-Unis. Cependant, selon le *Council of Economic Advisers*, les bénéfices se sont élevés à 42 milliards de dollars avant imposition et à 24 milliards de dollars après imposition, ce qui montre une augmentation anormale.

45. Le représentant des Etats-Unis a donné un démenti à M. Katz-Suchy en ce qui concerne l'utilisation de la main-d'œuvre migrante aux Etats-Unis; M. Katz-Suchy avait néanmoins cité un rapport émanant d'une source officielle, d'après lequel les Etats-Unis se proposent d'employer 300.000 à 400.000 travailleurs étrangers. Les Etats-Unis ont également l'intention que des troupes étrangères se battent pour eux. Le journal *The Washington Post* a déclaré que les troupes d'Amérique latine pourraient être très utiles aux Etats-Unis au cours de la prochaine guerre mondiale.

46. Lorsqu'il a parlé de l'aide accordée par les Etats-Unis pour le développement des pays insuffisamment développés, le représentant des Etats-Unis n'a pas mentionné les derniers bénéfices que les Etats-Unis ont réalisés dans de nombreux pays, particulièrement en Amérique latine. En 1949, le taux moyen des bénéfices réalisés aux Etats-Unis a été de 11 pour 100, tandis qu'en Amérique latine la moyenne a été de 17 pour 100.

47. Si le représentant des Etats-Unis tient à évoquer le développement des pays insuffisamment développés, il pourrait citer le cas d'un pays qui subit la domination américaine depuis de nombreuses années: Porto-Rico. En 1948, 95 pour 100 de toutes les importations de Porto Rico provenaient des Etats-Unis, et Porto-Rico a acheté pour 330 millions de dollars de marchandises aux Etats-Unis. En 1948, les sociétés sucrières de Porto-Rico ont gagné 5.366.000 dollars. Malgré ces bénéfices, la main-d'œuvre de Porto-Rico est très mal payée et le niveau de vie de ce pays est l'un des moins élevés de l'hémisphère occidental. Au cours des cinquante dernières années, les sociétés des Etats-Unis ont reçu de Porto-Rico un milliard 263 millions de dollars, qu'elles n'ont pas réinvestis dans l'industrie locale, et les tentatives faites en vue de développer les industries nationales à Porto-Rico ont immédiatement été étouffées par les sociétés américaines.

48. En outre, dans d'autres pays soumis à l'influence des Etats-Unis, des restrictions ont été apportées au développement de l'industrie nationale. Il suffit pour le prouver de citer les obstacles que le Gouvernement péruvien rencontre lorsqu'il s'efforce de se procurer l'outillage nécessaire au développement de ses fonderies, ou les difficultés que le Mexique éprouve pour se procurer l'outillage dont il a besoin pour mettre en valeur ses ressources pétrolières.

49. Le représentant des Etats-Unis a signalé la contribution que son pays apporte à l'assistance technique. Cette contribution est médiocre si on la compare aux profits énormes que les monopoles des Etats-Unis ont tirés des régions insuffisamment développées. Il convient également de se souvenir que, si ce pays contribue à l'exécution du programme d'assistance technique, c'est avec l'espoir d'en tirer de nouveaux bénéfices.

50. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que l'Union soviétique et les démocraties populaires n'avaient pas contribué à certains fonds de secours des Nations Unies. M. Katz-Suchy fait remarquer à ce sujet que, lorsque la question des secours à la Corée s'est posée pour la première fois, la délégation polonaise a montré que c'était une pure hypocrisie que de parler

d'aide au peuple coréen victime de la guerre, tandis que les Etats-Unis menaient dans ce pays une guerre dont le caractère sauvage et destructeur n'a pas de précédent. La politique de la terre brûlée que pratique l'armée américaine dépasse tout ce que l'on a pu connaître pendant la deuxième guerre mondiale. Les forces des Etats-Unis détruisent intentionnellement des villes paisibles qui n'offrent aucun intérêt militaire. Les citoyens de ces villes meurent pour avoir osé défier la puissance des Etats-Unis en Asie.

51. Le représentant des Etats-Unis a également accusé l'Union soviétique de refuser d'aider les autres nations à développer leur économie. Parlant de son propre pays, M. Katz-Suchy déclare que l'économie polonaise s'est développée à un rythme sans précédent dans l'histoire de ce pays. L'URSS lui a accordé sans conditions une assistance généreuse et amicale. Elle a aidé au développement non seulement de la Pologne, mais encore de toutes les démocraties populaires et des régions insuffisamment développées de son propre territoire. Si le Conseil désire savoir ce qu'est une véritable assistance, il n'a qu'à examiner d'une part ces faits, de l'autre la faible contribution financière que les Etats-Unis ont apportée à l'exécution du programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies.

52. Dans sa déclaration, le représentant du Royaume-Uni a commis plusieurs erreurs en ce qui concerne la Pologne. D'après lui, l'orientation du commerce polonais est déterminée par un traité conclu en 1948 avec l'URSS. Si le représentant du Royaume-Uni a voulu faire allusion à l'accord de 1948 en vertu duquel la Pologne a reçu un prêt de plus de 450 millions de dollars, cet accord a été publié et chacun peut le lire. Le prêt a été accordé de manière absolument désintéressée. Il a aidé la Pologne à construire une grosse aciérie et à augmenter sa production d'acier. C'est grâce à cette assistance que la Pologne a pu dépasser les buts fixés par son plan national pour la production de l'acier. Le rapport du Secrétaire général montre également que le commerce avec l'Union soviétique et les démocraties populaires vise à favoriser l'industrialisation des régions en question.

53. Le représentant du Royaume-Uni a tenté de réfuter les déclarations de la délégation polonaise en demandant des actes, et non des paroles. M. Katz-Suchy rappelle que l'URSS a effectivement proposé des actes, mais que ces offres ont été repoussées. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'URSS s'est efforcée de diminuer la tension mondiale et de servir la cause de la paix et de la sécurité internationales, quelles que soient les doctrines économiques et sociales des diverses nations. Sa proposition en vue d'un pacte de paix entre les cinq grandes Puissances a été repoussée. Il en a été de même pour l'offre qu'elle a faite de proroger la validité du traité de commerce entre le Royaume-Uni et l'URSS et pour ses propositions tendant à conclure d'autres traités; quant à ses propositions pour favoriser la paix et la sécurité internationales, elles n'ont trouvé aucun écho.

54. L'offre de conclure un traité fait partie de ces actes que le représentant du Royaume-Uni a réclamés. Les offres de ce genre n'ont pas fait l'objet d'un examen

sérieux, mais ont été accueillies par les attaques d'une propagande acharnée, et les faits ont été déformés comme à l'ordinaire. Les démocraties populaires travaillent pour la paix. Rien ne le prouve mieux que les gigantesques programmes de reconstruction pour le temps de paix que ces pays ont entrepris. L'Union soviétique a été accusée de maintenir l'effectif de ses forces armées au niveau du temps de guerre et de conserver une économie de guerre. Toutefois, le généralissime Staline a montré que ces accusations étaient dépourvues de fondement. Les programmes gigantesques de reconstruction entrepris en URSS, la reconstruction de Stalingrad et de Leningrad, l'élévation des niveaux de vie et la baisse des prix en URSS prouvent que ce pays travaille pour la paix. Néanmoins, des individus qui se décernent le titre d'économistes s'efforcent de soutenir que l'URSS exécute tous ces programmes en même temps qu'elle conserve une économie de guerre. Pendant la guerre, l'Union soviétique a évidemment fait passer son économie sur le pied de guerre afin de sauver le monde de l'agresseur nazi. Ce n'est toutefois qu'en passant de l'économie de guerre à une économie pacifique, après la guerre, que l'URSS a pu réaliser son œuvre impressionnante de reconstruction du temps de paix.

55. Le correspondant du *New York Times*, Harrison Salisbury, a rendu compte en ces termes, en octobre 1950, du prodigieux programme de construction qui est en cours d'exécution à Moscou:

"Il est difficile, non seulement aux citoyens soviétiques, mais aux étrangers qui résident depuis longtemps à Moscou de croire que le Kremlin continuerait à appliquer un programme aussi vaste s'il était vraiment convaincu que des bombes atomiques risquent bientôt de tomber sur le territoire soviétique."

56. Ce correspondant fait également remarquer que, sur le budget de l'URSS pour 1950, qui s'élève à 427 milliards 937 millions de roubles, une somme de 135 milliards 600 millions de roubles est prévue pour des immobilisations qui comprennent la construction d'habitations, et qu'un crédit de 79 milliards 400 millions de roubles seulement est prévu pour la défense rationnelle. Le budget fédéral de l'URSS prévoit également un crédit de 5 milliards 600 millions de roubles pour les seize Républiques de l'Union soviétique en vue de la construction d'habitations; cette somme vient s'ajouter à celles que les Républiques elles-mêmes dépensent à cette fin. Le peuple de l'Union soviétique s'attache surtout aux entreprises pacifiques. Il suit avec un intérêt particulier la réalisation des programmes de fourniture d'énergie et des programmes d'irrigation en URSS et en Asie centrale. Au moment où la tension dans le monde entier se trouve portée à son maximum, l'URSS consacre son énergie à des fins pacifiques. Le correspondant précité a déclaré qu'il existait en Union soviétique "un désir général de paix prolongée".

57. Ces déclarations contrastent vivement avec l'opinion constamment exprimée aux Etats-Unis, suivant laquelle il convient d'entreprendre une guerre préventive contre l'URSS. Elles produisent un effet frappant, au moment où les Etats-Unis essaient de construire un réseau de bases militaires, d'où ils pourront bombarder

les villes de l'URSS, et au moment où les porte-parole des Etats-Unis ne cessent de prétendre que la guerre avec l'URSS est inévitable.

58. La politique étrangère et les actes de l'URSS établissent clairement que ce pays ne vise qu'à la paix. M. Katz-Suchy fait observer que la Conférence des Ministres adjoints des affaires étrangères, qui se tient actuellement à Paris, a été convoquée à la demande de l'URSS. Des nations pacifiques ne pouvaient repousser les propositions de l'URSS. La propagande contre l'URSS ne peut dissimuler la situation véritable.

59. Dans sa précédente intervention (455ème séance), M. Katz-Suchy a mentionné le remarquable développement économique de la Pologne depuis le début de la deuxième guerre mondiale. Les Etats-Unis ne peuvent admettre ce développement sans reconnaître que le régime socialiste de la Pologne fonctionne de manière satisfaisante. Pour expliquer ce fait, les Etats-Unis ont prétendu que l'accroissement du potentiel industriel de la Pologne n'était dû qu'à la modification des frontières de la Pologne. M. Katz-Suchy ne nie pas que les nouvelles frontières fixées après la deuxième guerre mondiale aient augmenté le potentiel industriel de la Pologne dans une certaine mesure. Il convient toutefois de se souvenir que l'économie polonaise a été presque totalement détruite pendant la guerre. Un grand nombre de provinces de l'ouest qu'elle a recouvrées ont subi des destructions considérables. Les mines ont été inondées et les usines ont été réduites en poussière. Si l'on veut connaître les progrès effectivement réalisés en Pologne, ce n'est pas avec les chiffres de 1938, mais avec ceux de 1945, qu'il convient de comparer les chiffres de 1949. On constatera alors les grands progrès accomplis par le peuple polonais grâce à l'économie socialiste, qui a supprimé l'exploitation étrangère et permis de développer l'économie au bénéfice du peuple.

60. En développant le socialisme, le peuple polonais sert la cause de la paix, car la paix et le socialisme sont liés inséparablement. En défendant la cause de la paix, la Pologne affermit les bases de son économie sociale. A ce propos, le Président de la Pologne a déclaré :

“Pour la nation polonaise, la lutte pour la paix est étroitement liée aux tâches du plan sexennal. Ce plan vise à annuler un retard de plusieurs siècles. Son objet est de supprimer la faiblesse économique, legs de l'ancien régime de la propriété féodale et du capitalisme. La lutte pour la paix et la réalisation du plan sexennal sont les questions les plus importantes qui détermineront l'affermissement et la sécurité de notre indépendance, ainsi que notre force, notre richesse nationale, le rôle et l'avenir de notre patrie. Une paix durable, l'alliance avec l'URSS et le développement gigantesque des forces productives de notre nation, multipliées par la réalisation de notre plan sexennal, sont une source vive et indestructible d'énergie...”

61. Cette déclaration montre la relation étroite qui existe entre les efforts que déploie le Gouvernement polonais pour développer une économie vigoureuse et l'établissement de la paix internationale. Le peuple polonais poursuit, dans l'union, ces objectifs élevés. Le Président de la Pologne a déclaré également :

“En mettant en œuvre notre plan sexennal et en jetant les bases d'une Pologne socialiste, nous exécutons le testament et réalisons les rêves de générations entières de révolutionnaires polonais, de combattants polonais pour la liberté et la justice sociale, des meilleurs fils de la nation polonaise qui sont morts sur les pentes de la Citadelle, sur les barricades des villes polonaises, dans la lutte contre le fascisme polonais, dans le combat contre l'envahisseur nazi et dans les batailles livrées au mouvement fasciste clandestin et aux agents de l'impérialisme.”

62. Pour conclure, l'orateur souligne que le Gouvernement polonais et le peuple polonais abhorrent le bellicisme et la propagande de guerre et défendent avec constance la cause de la paix et de la sécurité internationale.

63. M. ADARKAR (Inde) tient à répondre brièvement aux observations dont la déclaration de la délégation indienne concernant le *Rapport sur l'économie mondiale, 1949-1950* et la situation générale de l'économie mondiale a fait l'objet.

64. Il accueille avec satisfaction l'assurance donnée par le représentant des Etats-Unis, selon laquelle les pays avancés ne négligeront pas les besoins des pays insuffisamment développés. La délégation de l'Inde n'a pas voulu mettre en doute l'intention que les Etats-Unis ou tout autre pays avancé ont d'aider les pays insuffisamment développés, mais elle s'est demandée si les nations économiquement développées étaient capables de supporter un tel fardeau. En temps de crise, les pays avancés pourront trouver qu'il est difficile, sinon impossible, d'aider les nations moins développées. Au fond, il faudra choisir entre les canons et le beurre. La conséquence logique de cette proposition est manifeste : l'accroissement de la production de canons entraînera une diminution de la quantité de beurre, à moins que la production générale n'augmente. La délégation de l'Inde craint que, dans le cas d'une troisième guerre mondiale, toutes les nations n'aient à procéder à ce même choix difficile et que, ce faisant, elles négligent les besoins des pays insuffisamment développés. Tout le monde sait que les conséquences d'un troisième conflit international seraient désastreuses. Il n'incombe pas au Conseil économique et social d'examiner les aspects politiques de la situation mondiale actuelle, mais il lui appartient très certainement d'étudier les conséquences économiques d'un autre conflit international. C'est pour cette raison que la délégation de l'Inde a soulevé cette question.

65. En ce qui concerne la situation économique de l'Afrique, et notamment la situation économique de la population autochtone, les représentants de la Belgique de la France et du Royaume-Uni ont essayé de réfuter certaines des conclusions de la délégation de l'Inde. L'orateur tient à faire remarquer que le rapport sur l'Afrique (E/1910/Add.1) a été distribué tout récemment. La délégation de l'Inde n'a donc fait que quelques observations préliminaires : aucune des suggestions qu'elle a émises ne représente nécessairement sa position définitive.

66. Sir Ramaswami Mudaliar a principalement fondé ses observations (453ème séance) sur des faits exposés

dans le rapport du Secrétaire général. Les conclusions qu'il faut tirer de ces éléments d'information sont qu'en fait il existe deux économies dans certaines parties de l'Afrique: une économie de subsistance et ce que l'on peut appeler une économie d'exportation.

67. Il est possible que le rapport contienne certaines erreurs. Le représentant de la Belgique a essayé de réfuter l'affirmation d'après laquelle il n'y a pour ainsi dire aucune formation de capitaux locaux dans certaines parties de l'Afrique (457^{ème} séance). M. Adarkar prend note avec satisfaction de la déclaration selon laquelle, en vertu des nouveaux programmes de développement économique de cette région, un pourcentage important des capitaux investis dans ces entreprises auront une origine locale. Il se demande quelle proportion de l'épargne intérieure accumulée dans certaines régions de l'Afrique appartient effectivement à des personnes qui exercent leur activité dans le domaine de l'économie de subsistance. Quelle part des investissements consacrés au développement économique de ces régions est fournie par la population? Dans quelle mesure les bénéfices réalisés sont-ils absorbés de nouveau dans l'économie de la région? Une étude plus détaillée de la question est souhaitable, et il conviendrait de disposer de renseignements plus complets.

68. Le représentant de la France a déclaré (457^{ème} séance) que l'économie des colonies allait peut-être entrer dans une phase nouvelle et que l'ancienne politique coloniale du maintien de l'ordre public avait fait place à une conception nouvelle. A ce propos, les programmes annoncés par les Puissances coloniales pour le développement économique de l'Afrique sont extrêmement satisfaisants et devraient être rendus publics dans toute la mesure possible. Cependant, au grand regret de la délégation indienne, les représentants de la France et de la Belgique ont déclaré que le Conseil économique et social ne devrait pas poursuivre, à sa quatorzième session, l'examen de la situation économique de l'Afrique. Il convient pourtant d'observer que, pour la première fois, le Conseil possède des renseignements détaillés sur la situation économique de l'Afrique, et l'orateur estime que le rapport du Secrétaire général mérite toute l'attention du Conseil. Il incombe à l'Organisation des Nations Unies de prendre l'initiative dans l'adoption de mesures propres à améliorer le bien-être des habitants du continent africain.

69. Le représentant du Royaume-Uni a dit (457^{ème} séance) que son Gouvernement n'était pas favorable à l'idée d'une étude de la situation économique en Afrique ni à la création d'une commission économique pour cette région. La délégation de l'Inde a simplement proposé d'examiner cette question de manière plus approfondie mais elle n'a pas pris de position définitive à ce sujet. L'argument que le Royaume-Uni a opposé à la proposition de l'Inde est que, d'habitude, les commissions économiques sont créées à la demande des pays intéressés. L'orateur fait remarquer qu'il n'existe que quatre pays indépendants en Afrique: l'Égypte, l'Éthiopie, l'Union Sud-Africaine et le Libéria. En fait, l'Égypte appartient plus au Moyen-Orient qu'à l'Afrique. On peut également se demander si l'Éthiopie peut véritablement être comprise dans la région africaine. Etant donné la politique du Gouvernement de l'Union Sud-

Africaine, la délégation de l'Inde doute que ce pays accueille favorablement l'idée de la création d'une commission économique pour l'Afrique, et il n'est pas certain non plus que les Puissances métropolitaines soient favorables à cette proposition. La délégation de l'Inde ne voit donc pas qui serait en mesure de poser la question de la création d'une commission économique pour l'Afrique. D'autre part, il n'est pas certain qu'une commission économique soit vraiment utile pour l'Afrique, à moins que l'influence dominante n'y soit exercée par les gouvernements de la région. Si tel n'est pas le cas, on peut se demander si cette commission aidera à élever le niveau de vie des populations africaines.

70. Pour conclure, l'orateur fait observer que l'intérêt des Puissances métropolitaines est que les programmes envisagés pour le développement économique des pays insuffisamment développés fassent l'objet d'un examen aussi approfondi que possible. Il serait également préférable de ne pas prendre dès maintenant de décision en ce qui concerne la création d'une commission économique pour l'Afrique et la préparation d'une étude sur la situation économique en Afrique. La délégation de l'Inde estime que ces questions devraient être étudiées de nouveau à la quatorzième session du Conseil et il se pourrait qu'elle propose au Comité économique de prendre une décision dans ce sens à propos du rapport du Secrétaire général.

71. M. NOSEK (Tchécoslovaquie) déclare qu'à la séance précédente certains représentants des pays capitalistes ont jugé bon d'attaquer l'URSS, la Pologne et la Tchécoslovaquie pour essayer de minimiser les réalisations des Etats socialistes. Les progrès remarquables accomplis sous le régime socialiste sont manifestes pour tous les observateurs impartiaux qui ont eu l'occasion de comparer la situation économique et sociale dans les pays socialistes, où le but des gouvernements est d'élever le niveau de vie de la population et de renforcer la paix dans le monde entier, avec la situation des Etats capitalistes, où les gouvernements essaient, pour résoudre la crise en présence de laquelle ils se trouvent, de recourir à la guerre froide en attendant de déclencher de véritables hostilités.

72. Les représentants des pays capitalistes ne peuvent voir d'un bon œil la reconstruction et le développement pacifique de l'URSS, de la République populaire de Chine et des autres démocraties populaires. Ils veulent aussi feindre d'ignorer le mouvement toujours grandissant en faveur de la paix que soutiennent tous les peuples pacifiques du monde.

73. L'orateur poursuit en disant que sa déclaration relative à la façon dont la France dépend des Etats-Unis pour ses importations de laine a donné lieu à une fausse interprétation. En fait, le représentant de la Tchécoslovaquie a déclaré que la France consommait annuellement 280.000 tonnes de coton, dont 250.000 tonnes sont importées, principalement des Etats-Unis. Sur les 126.000 tonnes de laine utilisées chaque année par la France, 6.000 tonnes environ proviennent du marché national. Les 120.000 autres tonnes sont importées de l'étranger, principalement de l'Australie.

74. En ce qui concerne les remarques du représentant des Etats-Unis, M. Nosek fait observer que M. Lubin a admis sans difficulté que le plan Marshall constituait surtout un moyen de ranimer la production des Etats-Unis dont le rythme se ralentissait. Tel est également le but du programme élargi de réarmement des Etats-Unis. Le représentant des Etats-Unis a illustré ce fait en citant les chiffres de la production et des exportations de charbon dans le cadre du plan Marshall.

75. Passant à la déclaration du représentant du Royaume-Uni, l'orateur dit qu'elle montre à quel point ses auteurs ignorent les principes de la répartition et des prix dans une économie planifiée.

76. L'assistance et la coopération désintéressées de l'URSS et des autres démocraties populaires, ainsi que l'adoption d'une économie planifiée avec une production et une répartition également planifiées ont permis au peuple tchécoslovaque de réparer en un minimum de temps les dommages résultant de l'occupation nazie et de la deuxième guerre mondiale sans avoir recours à la prétendue assistance du plan Marshall ni à des prêts étrangers, auxquels sont toujours attachées des conditions politiques.

77. M. KATZ-SUCHY (Pologne) déclare que sa délégation se réserve le droit de présenter au Comité économique, sous forme de résolution, la proposition relative aux niveaux de vie soumise par le représentant de la Fédération syndicale mondiale (FSM) au cours de la discussion du rapport sur l'économie mondiale.

78. M. OWEN (Secrétaire général adjoint chargé du Département des questions économiques) constate que le débat sur la situation économique mondiale a généralement présenté beaucoup d'intérêt et d'utilité. Il se félicite que le rapport du Secrétariat ait été si bien accueilli et semble avoir facilité aux représentants la discussion du problème. Il remercie les membres du Conseil qui sont de langue française pour la patience dont ils ont fait preuve lorsqu'il est apparu qu'il ne serait possible de présenter la traduction française du document que peu de temps avant l'ouverture du débat.

79. Le Secrétaire général adjoint désire commenter plus spécialement certains points qui ont été soulevés pendant la discussion. Une remarque a été faite au cours du débat, qui pouvait s'interpréter comme signifiant que le Secrétariat, en rédigeant son rapport, a délibérément faussé les données statistiques officielles dont il disposait. M. Owen rejette catégoriquement une telle interprétation et se déclare certain que cette remarque n'est due qu'à un malentendu. La remarque portait sur le tableau 2 (1) relatif à la production des pays d'Europe orientale, qui figure au chapitre 2 du rapport. Les chiffres cités par le représentant de l'URSS portent sur une période légèrement différente de celle qui est visée dans le tableau du Secrétariat; il n'existe toutefois que très peu de différence entre les deux séries de chiffres. M. Owen serait heureux d'examiner la question avec le représentant de l'URSS; s'il apparaît que le tableau du Secrétariat contient des erreurs, ces dernières seront corrigées.

80. En ce qui concerne l'affirmation selon laquelle le Secrétariat aurait volontairement minimisé le taux

d'accroissement des pays d'Europe orientale, M. Owen précise, une fois encore, que le Secrétariat n'a fait que présenter la situation telle qu'il la connaissait et qu'il serait heureux de rectifier les chiffres cités au cas où ils se révéleraient inexacts. Toutefois, dans le cas de certains pays de l'Europe orientale, tout comme dans celui des économies de l'Europe occidentale, il est devenu plus difficile de maintenir le taux d'accroissement des années 1945-1948 après 1949, lorsqu'il ne s'est plus agi de remettre en état les usines et le matériel endommagés par la guerre, mais bien d'investir des capitaux dans de nouvelles usines et du matériel neuf. M. Owen ne veut nullement dire par là qu'il en sera nécessairement ainsi dans tous les pays de l'Europe orientale dans les années à venir ni que le rythme d'accroissement de la production soit lent dans ces pays, mais il voudrait appeler l'attention du Conseil sur les chiffres officiels cités dans le tableau 2 (4) du rapport, qui montrent que les objectifs économiques pour les prochaines années tiennent compte de ces faits et que les taux d'accroissement prévus sont, dans plusieurs cas, plus faibles que les taux antérieurs à 1949 et 1950.

81. Le représentant de l'URSS a critiqué l'utilisation qui a été faite par le Secrétariat des données relatives au revenu national par habitant. Certes, il est bien difficile d'établir, sur le plan international, des comparaisons entre les chiffres relatifs au revenu national, étant donné que les pays qui font l'objet de ces comparaisons présentent des différences considérables quant à leur structure économique, ont des systèmes économiques différents et ont atteint des degrés divers de développement économique. En outre, la portée et l'exactitude des données disponibles laissent beaucoup à désirer. Les réserves faites au sujet des chiffres utilisés, qui sont présentées dans l'introduction du rapport, ont été exposées en détail dans les *Documents statistiques*, série E, No 1, octobre 1950, préparés par le Bureau de statistique des Nations Unies. M. Owen reconnaît, par ailleurs, que le Secrétariat a procédé à quelques mises au point dans le cas de certaines des données officielles dont il disposait; il s'est également livré à quelques estimations en ce qui concerne certains éléments du revenu national dont il ne disposait pas. Le Secrétariat s'est servi de ces données pour illustrer aussi clairement que possible les différences considérables qui existent entre le revenu par habitant des populations des diverses parties du monde.

82. Se référant aux observations du représentant de la Chine (456ème séance), M. Owen souligne que le Secrétariat a présenté, à propos de la Chine, une étude qui est, à son avis, aussi objective que possible. Il ne faudrait certes pas croire que le fait d'avoir inséré dans le rapport cette étude de caractère économique a quelque relation avec la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies, ce qui serait lui donner un sens qu'il n'a absolument pas. M. Owen déclare également qu'une note à cet effet sera insérée dans le texte imprimé du rapport pour préciser ce point. Le rapport ne contient aucune donnée relative à l'île de Taïwan, mais la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO) prépare actuellement son étude annuelle détaillée sur la situation économique dans cette région, et notamment à Taïwan. Toutefois,

M. Owen essaiera d'ajouter une section au chapitre du présent rapport qui est consacré à la Chine, utilisant pour ce faire les renseignements que pourra lui fournir le Secrétariat de la CEAEQ.

83. Pour conclure, M. Owen souligne qu'il attache un grand prix aux observations présentées par les membres du Conseil au sujet du rapport et qu'il est très heureux de savoir que celui-ci a contribué à fournir une base utile pour la discussion des problèmes économiques importants qui confrontent les peuples du monde.

84. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) indique qu'il serait heureux d'accepter la suggestion du Secrétaire général adjoint et d'avoir avec lui des consultations privées en vue de dissiper tout malentendu qui pourrait exister en ce qui concerne les chiffres employés dans le rapport sur la situation de l'économie mondiale. Il regrette de n'avoir pas disposé de plus de temps pour étudier le rapport et désire confirmer les vues déjà exprimées par sa délégation.

La séance est levée à 21 h. 45.